

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2018

« Confronter les idées, construire l'Europe »

Un total de 38 conférences ou séminaires ont été organisés ou co-organisés sur l'année 2018, principalement à Paris et Bruxelles, mais aussi à Lille ou Sarcelles. En particulier, 6 conférences ont marqué l'année, dont notre Débat sur l'avenir de l'Europe autour de Philippe Herzog, Michel Barnier, Olivier Guersent, en décembre 2018 à Bruxelles, la 4^e édition de nos Assises européennes du long terme organisées au conseil de la région Ile de France en octobre 2018, notre Assemblée Générale, notre Comité de Parrainage autour du Gouverneur de la Banque de France, nos Entretiens Européens de la Défense organisés avec nos partenaires à la Sorbonne, notre Conférence sur les perspectives pour la fiscalité européenne dans un monde globalisé, organisée à Bruxelles en partenariat avec l'Institut Friedland.

Enfin, nos publications ont inclus notre revue trimestrielle de référence, notre e-newsletter franco-anglaise, Interface, des *position papers* sur 3 grands chantiers majeurs : l'investissement du long terme, le paquet Energie propre, et l'économie circulaire, ainsi que les mémoires de Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe.

En outre, Confrontations Europe a poursuivi son engagement auprès des jeunes apprentis ayant moins d'opportunités et éloignés de l'Europe, avec des initiatives à Sarcelles mais aussi Lille Roubaix Tourcoing et des partenaires allemands et polonais. Ces initiatives ont été amplifiées avec le lancement du projet « Solidarity » courant sur 2018 et 2019, avec le soutien de la Commission européenne et des partenaires de 7 pays européens (Belgique, Grèce, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Serbie), l'association Coexister, et une plateforme de démocratie participative Codemos.

Notre groupe conjoncture et prospective s'est attaché à décrypter et apprendre à mieux connaître nos partenaires européens, dans un contexte de Brexit et de montée des populismes : Conversations sur le Brexit, autour d'Hervé Jouanjan, Vice-président de Confrontations Europe, mais aussi de l'Ambassadeur des Pays-Bas qui a également abordé les préoccupations des pays de la Ligue Hanséatique, et enfin l'Italie, avec l'arrivée au pouvoir de la Ligue et du Mouvement Cinq Etoiles.

Il s'est également attelé à analyser les enjeux du budget de l'Union européenne, de l'Union bancaire et des dettes souveraines, et des implications pour l'Europe dans le contexte international marqué par America First et les Routes de la Soie.

Le groupe Finance y a été associé, planchant également sur la contribution au rapport Osons le Long Terme, sous la plume de Gérard de la Martinière, piloté par la Caisse des Dépôts ainsi que les Assises Européennes du Long Terme.

Le Groupe Energie et Climat s'est penché sur la COP24, le futur du mix électrique et la consommation et la production d'électricité, les enjeux géopolitiques et la transition vers une énergie plus propre mais aussi l'Electromobilité et, en partenariat avec le groupe industrie et numérique, les enjeux de cybersécurité pour l'UE.

Enfin, les groupes numérique, industrie, emploi-formation et entreprise durable ont planché sur comment rééquilibrer capital financier et capital humain dans l'entreprise, sur les enjeux du numérique et de l'entreprise durable à travers le cas de la protection sociale, et sur l'impact pour les entreprises de l'ouverture des données non personnelles.

Quelques axes-clés d'analyse et de propositions portés par Confrontations Europe sur la base de nos travaux :

L'Europe est face au défi de **la démocratie qu'elle doit réinventer**. Les citoyens européens sont en demande de participation, alors que la démocratie représentative dans les pays de l'union. Nous avons besoin en Europe d'une démocratie délibérative, mobilisant activement la participation des citoyens et de la société civile notamment avec les corps intermédiaires qui doivent aussi se réinventer. Face à la montée des populismes et à la fragmentation politique de l'UE, il faut dépasser les clivages, mieux connaître et comprendre l'histoire et la diversité culturelle des territoires ; mieux cerner et répondre aux besoins des citoyens des différents pays qui ne se sentent ni inclus ni tournés vers l'Europe. L'Europe ne parviendra pas à se refonder sans associer étroitement les citoyens et acteurs sociaux, économiques sur les territoires. L'Union Européenne doit dépasser ce dilemme de la nécessité de faire ensemble freiner par la montée de replis nationaux.

L'Europe est face à **l'impératif de réinventer notre mode de développement**. On n'y parviendra pas sans véritable stratégie et un décloisonnement des décisions. On ne peut penser indépendamment les unes des autres **politiques environnementales, énergétiques, industrielles, l'agricoles, numériques...** **On n'avancera pas si la cohésion sociale et le développement des territoires sont considérés comme des enjeux annexes**. L'urgence écologique est là et l'Europe doit être aux avant-postes à condition qu'elle prenne appui sur une stratégie et une politique industrielle européenne alors que s'affirme de manière agressive la Chine avec « Made in China 2025 » et les Américains avec « America First ! ». Les régions devraient jouer un rôle clé d'implications des porteurs de projet et de coopération pour enclencher un puissant effet multiplicateur à travers une stratégie holistique cohérente en Europe. Or, nous souffrons d'un **sous-investissement chronique** dans les infrastructures et l'innovation écologique, numérique, industrielle, et les compétences. Nous refusons de voir **l'asymétrie de la production industrielle en Europe**, qui est une des raisons de la désintégration de l'espace européen. L'objectif de la neutralité carbone à l'horizon 2050 appelle de l'innovation et des investissements massifs dans l'énergie, le logement, les mobilités notamment. Le début de réponse dans le domaine des batteries pour sortir d'une dépendance problématique va dans le bon sens, sera-t-elle suffisante ? Des enjeux aussi cruciaux se posent dans d'autres domaines, il est urgent de décider des priorités sur lesquelles l'Europe ne veut pas se laisser distancer.

Construire une stratégie industrielle au niveau européen **suppose aussi que le marché soit construit en Europe, et que la finance « rentre en société »** et permette notamment le développement des PME, et la coopération à l'échelle européenne au sein des filières. Et puisqu'il s'agit d'une transition, son rythme devrait faire l'objet de débat collectif et prévoir un accompagnement social. Les entreprises ont un rôle majeur dans les mutations en cours. Mais quel doit être le rôle d'une entreprise en Europe alors que trop souvent elles sont sous les contraintes d'un capitalisme anglo saxon privilégiant **la valeur actionnariale à court terme**, alors qu'il faudrait à la fois allonger l'horizon de temps et élargir les critères en impliquant toutes les parties prenantes. Ce n'est pas le capital financier qui possède l'entreprise, mais l'entreprise qui emploie du capital financier¹. Le capital financier pourrait ainsi être mis au service du collectif : les travailleurs codétermineraient la stratégie d'entreprises durables en Europe en nouant des pactes de gouvernance et de financement², participant aux conseils de gouvernance des entreprises, dialoguant avec les actionnaires et reprenant le contrôle des entreprises européennes, ce qui permettrait de prendre en considération les compétences collectives³. Le changement ne viendra pas du politique, mais il doit jouer son rôle d'aiguillon. Il en va d'un modèle

¹ « Les actionnaires ne sont pas propriétaires des entreprises, mais de leurs actions » Antoine Frérot, Veolia.

² Cf Newcode, Groupe ALPHA.

³ Cf les « CV de site », pour valoriser les compétences collectives, SYNDEX.

de société fondé non sur la subordination de l'humain, mais sur la valorisation et le développement des capacités humaines et la capacité de création et d'innovation.

Nous devons être **leader en matière d'innovation tout en permettant à chacun de se réaliser, quand nos sociétés sont profondément fracturées**. La grande bataille de l'année à venir sera celle du budget et de la cohésion en Europe. Les divergences au sein de la zone euro rendent encore plus nécessaire une capacité d'action, à travers un **budget de la zone euro**, pas seulement pour stabiliser mais pour investir là où il y en a le plus besoin : ainsi par exemple les Italiens s'éloignent très largement de l'Allemagne et n'ont pas retrouvé leur niveau de vie pré-crise. L'équation du **budget européen** pour les 7 prochaines années, confronté à de nouveaux défis (migrations, défense, UEM, innovation numérique, jeunesse...) et de nouveaux besoins (ressources propres...) dans un contexte de Brexit sera l'un des défis de la prochaine mandature. En période de financement public contraint, et face aux asymétries intra-européennes, cette union devra faire levier et mutualiser des financements privés au niveau européen, finaliser l'union bancaire en réduisant et mutualisant les risques, mais aussi l'union financière pour permettre aux entreprises de trouver les financements en dette et en fonds propre pour croître.

Il manque aussi **un cadre juste au niveau européen**, face aux concurrences **fiscales**, aux pratiques d'évasion et d'optimisation ou aux défis de la transformation **numérique**. Les pistes sont nombreuses : projet d'assiette fiscale consolidée, mais aussi présence numérique. C'est également le cas face aux géants du numérique qui posent également des défis de concurrence, de respect de la vie privée et de démocratie, auxquels l'Europe a commencé timidement à répondre à travers le RGPD ou les amendes, il en va pourtant de l'avenir de notre liberté. Ainsi par exemple les enjeux de cybersécurité impliquent-ils non seulement de développer au niveau européen et pas seulement national une Agence européenne de cybersécurité, mais il y a aussi un intérêt stratégique pour l'Europe à développer une solide industrie de la cybersécurité et renforcer son autonomie numérique.

Dans un monde où les puissances s'affirment, entre America First et les Routes de la Soie, la montée de puissances régionales plus agressives, mais aussi de géants du numérique, l'Europe ne sera souveraine que si nous sommes unis entre Européens. Les Européens doivent donc impérativement regarder au-delà de leurs frontières nationales et multiplier les **incitations à coopérer**, notamment en transfrontalier. Ainsi le Fonds Européen de Défense ne doit-il pas financer des programmes uniquement parce qu'ils sont militaires, mais viser un objectif politique d'autonomie stratégique de l'Europe. Comment promouvoir un juste échange plus conforme à notre vision du monde, si ce n'est en mettant en œuvre un principe de réciprocité, un contrôle des investissements directs étrangers en Europe, et ne permettre d'introduire sur le marché européen des pratiques de dumping environnemental ou social ?

Aujourd'hui, la Commission européenne n'est pas une puissance publique, elle est en permanence freinée par les administrations publiques nationales. Le mandat de la prochaine Commission sera crucial, mais il lui faudra aussi une véritable **capacité de prospective**, qui devra se brancher sur un réseau de structures dans chaque pays impliquant des acteurs de la société civile. Enfin, pour avancer en Europe, une Europe différenciée est nécessaire, mais institutionnaliser les différentes vitesses serait dangereux. A l'époque du Brexit, **la cohésion** est selon nous l'un des enjeux majeurs aujourd'hui en Europe.

2018 EN CHIFFRES

- Un réseau de 30 000 citoyens et acteurs de la société civile de différents pays européens
- Un site Internet en version française et anglaise

- 6 conférences citoyennes
- Séminaires européens
- 4^e édition des Assises européennes du long terme
- 4 revues trimestrielles de référence
- Interface, notre e-newsletter franco-anglaise
- des *Position Papers* sur 3 grands chantiers majeurs :
l'investissement du long terme
le paquet Energie propre
l'économie circulaire
- les mémoires de Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe.

- Un développement des interventions media :
TV (Public Sénat, BFM, BFM Business, France 24 en français et en anglais, ...),
Radio (des chroniques mensuelles sur RCF Belgique, des chroniques hebdomadaires sur RCF France, un édito Eco toutes les deux semaines sur Euradio),
Presse écrite (Les Echos, Le Cercle Les Echos, ...)
- Une présence renforcée sur les réseaux sociaux
- Des partenariats européens (Institut franco-allemand de Ludwigsburg, Solidarnosc, ...) et sur les territoires, notamment à travers nos activités avec les jeunes apprentis (Ile de France, Hauts de France...), mais aussi media (RCF et Euradio)